

FLORENCE POZNANSKI

CONSEILLÈRE DES FRANÇAIS AU BRÉSIL
POUR RIO DE JANEIRO, MINAS GERAIS, ESPIRITO SANTO



MON BILAN : 2016 - 2020

Les conseillères et conseillers des Français de l'étranger sont élus pour 6 ans, prolongé d'un an cette année suite à la crise de la Covid-19. En plus de **siéger aux conseils consulaires** pour délibérer sur des budgets sociaux, notre rôle est de **défendre les droits des Français et Françaises** auprès des consulats en veillant à ce que les politiques publiques soient bien appliquées. Élus de proximité, notre rôle est aussi de **faire vivre la démocratie à l'étranger** avec des réunions publiques et des actions solidaires et de partage.

Membre de la liste « Français du Brésil, l'humain d'abord » en 2014, je succède à Romaric Sulger Buel en **2016**, suite à son triste décès. **Je me suis lancée dans divers chantiers sur les retraites, l'emploi, l'éducation, avec une priorité constante au débat public et à la transparence de l'action publique.** Des initiatives qui ont mené à des victoires et de nouveaux projets pour améliorer le service public et renforcer les liens dans notre communauté. De retour en France en 2020, c'est **Bertrand Rigot Muller et le mandat collectif Traits-d'Union** qui prennent maintenant la suite.

BIENVENUE AUX TRAITS-D'UNION !

EN CHIFFRES



35 permanences : 14 à Rio, 20 à Belo Horizonte et 1 à Vitoria



300 demandes reçues et traitées : rencontres, emails, échanges téléphoniques, etc.



42 lettres d'information



13 courriers, enquêtes ou rapports publiés



13 réunions publiques dont 2 rencontres du Grand Débat National



52 réunions consulaires auxquelles j'ai participé

EN BREF, LES 10 PRINCIPALES ACTIONS DU MANDAT :

- Plus de **transparence** sur les budgets publics alloués par l'Etat
- Une **communication constante** sur nos droits à l'étranger
- Plusieurs initiatives pour l'aide à l'**insertion professionnelle**
- **Pétition victorieuse** pour le rétablissement du poste de responsable des affaires sociales à l'ambassade
- Actions de solidarité pendant la **crise de la Covid-19** dont une mobilisation victorieuse pour **renouveler de l'aide d'urgence**
- Projet pour la **scolarisation en français à Belo Horizonte**
- **Questionnaire** sur les attentes des Français au consulat
- Plusieurs lettres sur les problèmes des **retraités et bénéficiaires d'aides sociales** au Brésil
- Soutien des luttes des enseignants et parents du Lycée Molière
- Une meilleure **prise en compte des élus consulaires** dans la gouvernance du réseau diplomatique au Brésil

Vous trouverez dans les pages suivantes, le détail de 4 années de mandat bien remplies !



@TRAITS-DUNIONCFE



MANDATCOLLECTIF@TRAITS-DUNION.COM.BR

ÉDUCATION

BOURSES SCOLAIRES

Cliquez sur les liens
pour en savoir plus



Biannuels, les CCB (conseils consulaires des bourses scolaires) délibèrent sur les aides à la scolarisation des enfants au lycée Molière de Rio. **J'y plaide la rigueur et l'équité** pour que les demandes des familles, quels que soient leurs parcours de vie et leurs choix, soient traitées au plus juste.

En ce sens, j'ai toujours **dénoncé les tentatives du consulat de raboter les enveloppes allouées** au prétexte qu'un effort minimal devrait être fait par les familles.

Les aides publiques sont des droits, elles ne se méritent pas.

En amont, j'ai **diffusé largement**

par les familles. **Ce qui n'est pas consommé une année, n'est plus remis au budget l'année suivante.**

En parallèle, j'ai participé en 2017 à la mobilisation nationale des élus de l'étranger **contre la suppression de 100 millions d'euros** de crédits destinés entre-autre à l'éducation ainsi que la **suppression de 512 postes d'enseignants sur 3 ans.**



"Les aides publiques sont des droits, elles ne se méritent pas. Ce sont les besoins des familles qui servent de référence, pas les calculs budgétaires"

Je me suis battue pour que les **procès-verbaux soient publiés sur le site du consulat** et que les **montants alloués à chaque poste consulaire soient communiqués en amont** du CCB pour mieux examiner les demandes, ce qui n'était pas fait auparavant. En effet, il importe que le CCB ne se limite pas à l'enveloppe initiale affectée par l'État, mais se base sur les besoins réels des familles. Si ceux-ci sont justifiés et supérieurs à l'enveloppe initiale, **ce sont les besoins qui doivent être pris en compte et non l'inverse.**

cette information car **beaucoup méconnaissent encore ce droit** et pensent ne pas être éligibles.

Or, une des causes de la baisse régulière des bourses dans le monde est le non-recours aux aides

J'ai participé avec l'Association des Parents d'Élèves (APE) à l'enquête lancée par la FAPEE (Fédération des Associations de Parents d'Élèves) sur les critères de calcul des bourses scolaires pour **évaluer au plus juste les conditions économiques des familles.**

J'AI DÉFENDU

- Rigueur et équité dans l'analyse des dossiers
- Pas de raboutage dans le calcul des montants alloués
- Contre la suppression des crédits pour l'éducation

J'AI OBTENU

- Publication des procès-verbaux
 - Plus de transparence en amont dans l'analyse des budgets
- Présence en commission : 8 sur 9





ÉDUCATION


LYCÉE MOLIÈRE

Le lycée Molière de Rio de Janeiro est un établissement conventionné par l'**AEFE** (Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger). Les conseillers des Français de l'étranger et le consulat participent, sans droit de vote, aux **réunions du conseil d'administration et du conseil d'établissement**. Nous accompagnons les décisions


budgétaires et pédagogiques prises par la **SFBE** (Sociedade Franco Brasileira de Ensino) et la direction de l'établissement.

Les réunions sont au nombre de **5 à 7 par an que j'ai suivies en majorité**. N'ayant pas le droit de vote, ma marge de manœuvre est limitée. Cependant, **j'ai maintenu des contacts réguliers avec les**

représentants de l'APE et des enseignants du lycée.

J'ai soutenu les **mobilisations des enseignants** contre leur précarisation dans la réforme de l'éducation et des retraites, et celle des parents d'élèves en 2016 **contre la hausse des frais de scolarité** qui ont augmenté de 80% en 5 ans. 

SCOLARISATION EN FRANÇAIS À BELO HORIZONTE

À Belo Horizonte, il n'y a pas d'établissement scolaire en français. **Fin 2019, j'ai été à l'initiative d'une réunion de parents** avec l'Alliance Française pour sonder les besoins des familles. De nombreux parents se sont intéressés et un **collectif de parents engagés** s'est créé à la recherche de solutions.  Une enquête sur les besoins a été réalisée et un projet **FLAM (Français langue maternelle)** est en cours avec le soutien du consulat et de l'ambassade.



EMPLOI ET FORMATION

Cliquez sur les liens
pour en savoir plus



RELANCER LE CONSEIL CONSULAIRE

Jusqu'à récemment, un Conseil Consulaire pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CCEFP) se réunissait au consulat pour orienter les Français dans leur recherche d'emploi. Quand l'aide financière prévue a été supprimée, le conseil consulaire ne s'est plus réuni. Or, l'attribution du conseil consulaire reste entière.

J'ai ainsi **demandé à plusieurs reprises au Consul général que cette réunion se maintienne**

(comme ailleurs au Brésil) sollicitant également le conseiller économique du Consulat, la Chambre de Commerce France-Brésil, l'école de commerce Skéma à Belo Horizonte et Business France. Malgré cela, le CCEFP ne s'est pas encore tenu, alors que **la crise économique** au Brésil touche de plus en plus de Français.

En 2017, je me rapproche de l'équipe en charge d'organiser le **3e Salon des Carrières** afin que



l'événement soit aussi ouvert aux Français résidents au Brésil. C'est une première avancée, mais peu de Français sont informés et y participent.

En 2018, observant que le nombre de Français avec des difficultés professionnelles ne fait qu'augmenter, **je lance un questionnaire à la communauté française pour mieux comprendre le phénomène et recueille une cinquantaine de réponses.**



ASSOCIATIONS

Consciente que la réponse ne viendra pas facilement du consulat, **je travaille actuellement avec des associations locales à monter un projet** de formation et d'aide à l'emploi pour les Français résidents.

J'ai aussi soutenu les **réunions d'information avec les associations à Rio** lancées par le consulat sur le nouveau dispositif de soutien au tissu associatif local (le



STAFE) et en **ai organisé aussi à Belo Horizonte.**

Enfin, j'ai proposé au consulat de promouvoir **une rencontre avec des entreprises françaises** pour faciliter leurs recherches de financement. En ce sens, certaines associations ont été invitées à tenir un **stand lors de la cérémonie du 14 juillet 2019.** Un premier pas qui demande à être approfondi.



J'AI DÉFENDU

- La reprise du conseil consulaire pour l'emploi et la formation professionnelle (CCEFP)
- Des actions du consulat pour l'emploi des Français
- Plus de soutien aux associations

J'AI RÉALISÉ/OBTENU

- Un questionnaire sur les besoins de la communauté
- L'ouverture aux résidents Français du 3e Salon des Carrière en 2017
- Un projet associatif pour l'aide à l'emploi (en cours)



URGENCE COVID-19

Cliquez sur les liens
pour en savoir plus



INFORMATION ET SOLIDARITÉ

C'est dans les moments de crise que **la cohésion de notre communauté** devient essentielle. Les actions que j'ai menées visent à la renforcer. Face à la préoccupation liée à la pandémie, j'ai **accru ma communication** en créant un groupe Whatsapp dédié et en multipliant les lettres et directs en ligne.



J'ai obtenu qu'**une réunion de crise hebdomadaire du conseil consulaire** se tienne pour permettre aux élus de réagir rapidement aux très nombreuses sollicitations reçues.

Par l'**initiative "les gens qui se bougent"**, j'ai rendu hommage aux Français et Françaises qui se sont engagées dans des **actions de solidarité** au Brésil, pour qu'ils soient connus de toutes et tous.

L'Etat a mis en oeuvre un plan de soutien aux Français de l'étranger, mais sans volet économique. Or, il y a urgence de **soutenir les compatriotes**, principalement **entrepreneurs**, qui se sont retrouvés sans revenus. **Après avoir initié une pétition**, j'ai **lancé une enquête**.



qui a montré que 84% des Français ont été impactés par la crise. Il faut que des solutions rapides soient trouvées. J'ai ainsi été à l'initiative d'un **projet en soutien aux professeurs de français** en partenariat avec l'ambassade et travaille à développer des **solutions en réseau** pour les autres secteurs touchés (tourisme, culture, restauration, etc). Si nous n'obtenons pas le soutien du consulat, ces actions devront venir de nous-mêmes. **Les prochaines actions du mandat auront cet objectif.**

AIDES D'URGENCE

Une aide d'urgence de 180€ par famille (+120€/enfant) a été mise en place par l'Etat. Le consulat en a fait une bonne diffusion et plus d'une centaine de personnes en ont bénéficié. Mais le ministère a rapidement exigé que cette aide ne soit versée qu'une fois, mettant les familles dans une grande précarité. Cette annonce est tombée alors que le ministre reconnaissait que **seul 1% du budget des aides sociales avait été consommé !**

J'ai lancé une **mobilisation continentale et réuni 31 élus d'Amérique Latine** dans une lettre au Premier Ministre, reprise aussi par les parlementaires. Le gouvernement a entendu nos arguments et **l'ambassade vient d'annoncer qu'elle pourra être renouvelée chaque mois jusqu'à fin 2020. Victoire !** Même s'il faudra remédier aux trois mois de suspension pour les familles.



J'AI DÉFENDU

- Un projet pour les professeurs de français en difficulté
- Un plan de sécurité opérationnel

J'AI RÉALISÉ/OBTENU

- Une enquête sur l'impact économique de la crise
- Le renouvellement de l'aide d'urgence exceptionnelle
- 4 rencontres d'information en ligne
- L'initiative "les gens qui se bougent"
- Des réunions de crise hebdomadaires du conseil consulaire



RETRAITES ET AFFAIRES SOCIALES

CHARGÉ DES AFFAIRES SOCIALES ET CONVENTION BILATÉRALE

Ce thème **m'a demandé beaucoup d'attention** tout au long du mandat. Régulièrement sollicitée pour résoudre des problèmes de dossiers et de paiement du côté Français comme Brésilien, **j'ai lancé plusieurs actions pour y remédier.**

En 2017, **j'ai rencontré** les responsables à **l'INSS (Instituto Nacional de Seguridade Social)** de l'application au Brésil de la **convention de sécurité sociale France-Brésil**. J'ai compris qu'ils avaient très peu d'informations sur le fonctionnement des caisses de retraites françaises et aucun interlocuteur disponible à l'ambassade ni au consulat.

En 2019, observant une nette augmentation des réclamations, j'ai lancé **une nouvelle lettre des élus consulaires** indiquant différents problèmes rencontrés par les retraités et **demandant la réouverture du poste des affaires sociales à Brasília**, en charge du suivi global de la convention.

Puis j'ai rédigé une pétition qui a recueilli **plus de 800 signatures dont celles de plusieurs sénateurs**, remise en main propre à l'Ambassadeur et à la représentante du Ministère des Affaires Étrangères (MAE). **Cette mobilisation victorieuse nous a valu l'accord du Ministère.**

Enfin, pour résoudre les problèmes urgents, j'ai proposé au Consul et aux autres élus consulaires d'**établir une communication directe avec les caisses de retraite françaises et l'INSS avec une liste de dossiers prioritaires**. Beaucoup d'actions qui n'auraient pas été nécessaires si les postes consulaires possédaient une représentation locale de la sécurité sociale.

J'AI DÉFENDU

- **Plus d'attention sur les problèmes rencontrés par les retraités dans leurs démarches**
- **Une réponse par le haut pour améliorer le traitement des dossiers**

J'AI OBTENU

- **Le rétablissement du poste de chargé des affaires sociales à l'ambassade**
- **Une intervention du consulat auprès des caisses de retraites et l'INSS**



RETRAITES ET AFFAIRES SOCIALES

PROTECTION SOCIALE ET ANCIENS COMBATTANTS

Comme les réunions pour les bourses scolaires, les **Conseils Consulaires pour l'Action et la Protection Sociale (CCPAS)** attribuent des aides financières sur critères sociaux : personnes âgées, enfants handicapés, familles en difficultés, etc. Une autre commission gère les aides aux anciens combattants. Elles sont annuelles et se basent sur une analyse détaillée des ressources des familles.

Fidèle à mes principes de transparence, **j'ai demandé la publication des procès-verbaux ce qui n'a pas toujours été fait.** Il s'agit d'argent public et le montant des enveloppes allouées dans notre circonscription est une information d'intérêt général qui doit être connue de tous, tout en protégeant l'anonymat des bénéficiaires. D'autant plus qu'**elle a baissé** à cause d'une

mauvaise évaluation du taux de base CCPAS calculé à Paris alors que les coûts de la vie au Brésil, principalement de la santé, ont augmenté.

J'ai initié en 2017 et en 2019 une lettre des conseillers consulaires adressée au Ministère des Affaires Étrangères pour que le montant du taux de base ne soit pas sous-évalué.

CERTIFICATS DE VIE

En 2019, sans en informer au préalable les élus, l'ambassade annonce qu'elle ne signera plus aucun **certificat de vie** et que les retraités devront se tourner vers les *cartorios*. Il s'agit d'une mesure nationale prise par le Ministère.

Je lance alors **une lettre signée par tous les conseillers consulaires du Brésil contre cette mesure qui dénonce le manque**

de communication et de préparation de cette décision. Les retraités allaient devoir payer pour réaliser une exigence administrative et les *cartorios* n'avaient pas été informés.

L'ambassade n'est pas revenue sur la mesure mais **a reconnu les erreurs** de mise en oeuvre. Le **consulat s'est engagé** à recevoir les retraités en cas de difficulté.

J'AI DÉFENDU

- Rigueur et équité dans l'analyse des dossiers
- Une réévaluation des enveloppes du CCPAS

J'AI OBTENU

- La publication des procès-verbaux
- Que l'ambassade reconnaisse une erreur de mise en oeuvre pour les certificats de vie
- Que le consulat signe les certificats de vie en cas de difficulté

Présence aux commissions : 5 sur 6





LE CONSULAT ET LES FRANÇAIS

LA PLACE DES ÉLUS

L'arrivée des conseillers consulaires en 2014 a ouvert la possibilité d'**une nouvelle relation du consulat avec la population et la démocratie...** non sans heurts. La place des élus consulaires comme porteurs des demandes de la communauté française a été **un espace à construire.**

Une fois par an, tout **le réseau français au Brésil** se réunit à l'ambassade de France à Brasilia.

Lors de cette importante réunion, les élus consulaires n'étaient jusqu'à présent invités qu'en spectateurs. **J'ai obtenu qu'une réunion spécifique** des 10 conseillers consulaires du Brésil soit intégrée à la programmation pour leur permettre de croiser leur réalité et partager leurs projets. Et qu'une **réunion annuelle avec l'Ambassadeur** soit aussi instituée pour que problèmes et solutions soient traités plus efficacement.

En 2017, j'ai **présenté les résultats d'un questionnaire « Être Français au Brésil »** sur les préoccupations des Français au Brésil et leurs attentes vis-à-vis du consulat, qui a recueilli près de 200 réponses. J'ai recommandé que ce type de **consultation des Français** soit plus systématique mais cela n'a pas été suivi des faits.

Retrouvez les résultats du questionnaire [ici](#).

Cliquez sur les liens pour en savoir plus



LE CONSULAT ET LES FRANÇAIS

COUPURES BUDGÉTAIRES

Alors que l'image du consulat était plutôt positive au début de mon mandat, je me suis rendue compte que **les suppressions de postes** et les adaptations qui en ont découlé (**disparition de l'accueil** physique et téléphonique, rendez-vous obligatoire, etc.) ont contribué à éloigner le consulat de sa communauté.

Au moins 3 postes titulaires ont été supprimés durant les 4 dernières années, rien qu'à la chancellerie !

Je n'ai eu de cesse de dénoncer les suppressions de postes et les **réductions budgétaires** imposées par le Ministère comme lorsque nous avons rencontré le secrétaire général du MAE, Maurice Gourdault-Montagne, en 2018 ou en **intervention publique** lors de la réunion annuelle.

Malheureusement, c'est aussi pour des raisons budgétaires que **le consulat honoraire de Vitoria a fermé en 2019.**

J'ai lutté contre la **fermeture du bureau de vote à Belo Horizonte** lors des élections européennes de mai 2019 et les élections consulaires de 2020/1. **Ce n'est pas en fermant des bureaux de vote, qu'on encourage l'engagement citoyen !**

Enfin, j'ai gardé des échanges réguliers avec les **représentants syndicaux des agents du consulat** sur leurs conditions de travail, tentant d'intervenir contre des licenciements.

" Ce n'est pas en fermant des bureaux de vote, que l'on encourage l'engagement citoyen ! "



J'AI DÉFENDU

- Que la place des élus soit mieux prise en compte dans les activités du consulat
- L'arrêt des suppressions de postes et coupures budgétaires
- Le maintien du bureau de vote à Belo Horizonte

J'AI OBTENU / RÉALISÉ

- L'organisation d'une réunion annuelle des élus consulaire et d'une rencontre avec l'Ambassadeur
- Un questionnaire sur la relation des Français avec le consulat



VIE CITOYENNE

Ce n'est pas parce qu'on habite à l'étranger que la démocratie doit nous être niée. Au long de mon mandat, j'ai cherché à promouvoir la participation des Français au débat collectif et le débat démocratique. J'ai organisé **9 réunions publiques** à Rio et Belo Horizonte dont **2 rencontres du Grand Débat National, avec plus de 50 personnes**. Pour cela, j'ai invité des citoyens à constituer un **comité organisateur** pour penser la méthodologie suivant une **démarche collective et participative**. Le résultat a fait l'objet d'un **rapport de propositions** transmis à toutes les instances de l'Etat.



Pendant le confinement, j'ai aussi organisé **4 débats en ligne** avec une médecin, des psychologues, des associations écologiques et sur les violences de genre.



En 2019, j'ai saisi publiquement le consulat pour qu'il informe et permette aux citoyens qui le souhaitent de voter sur la convocation du **référendum d'initiative partagée (RIP) sur la privatisation des Aéroports de Paris (ADP)**. Je n'ai obtenu que la publication d'une page sur le site, deux mois avant la fin de la consultation.

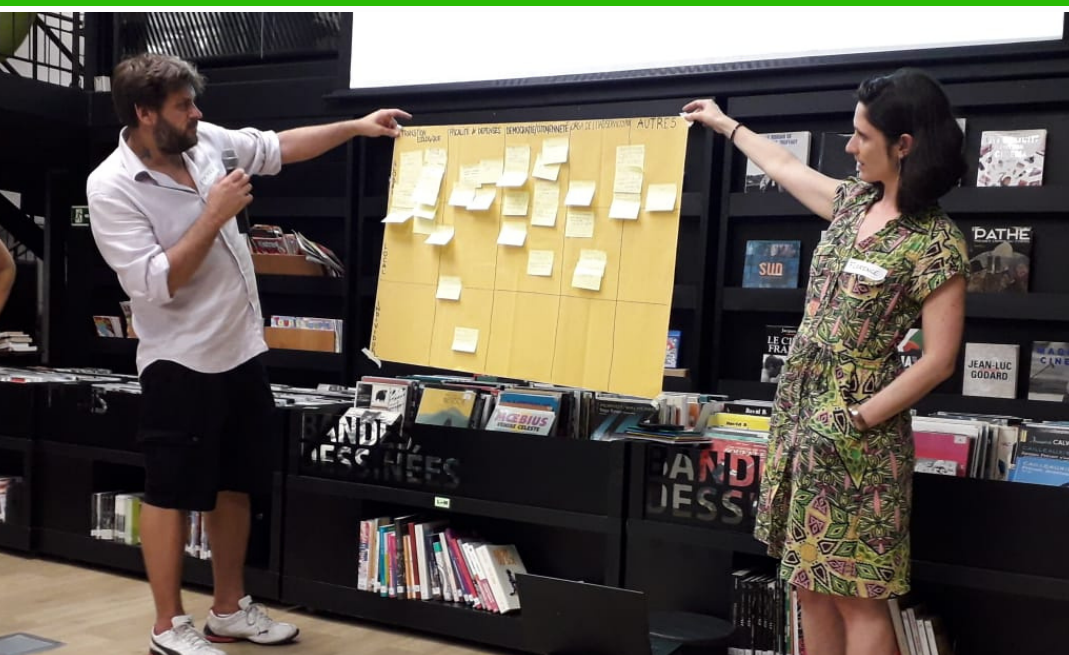
Mais rien n'a été affiché au consulat, contrairement à ce que prévoit la loi.

Enfin, j'ai obtenu que, lors des **cérémonies de remise des certificats de nationalité française** aux nouveaux compatriotes Français naturalisés, soit incluse, après le discours du Consul général représentant l'administration, une intervention d'un ou d'une élue consulaire en guise de **bienvenue dans la citoyenneté locale**.

Cliquez sur les liens pour en savoir plus



"Ce n'est pas parce qu'on habite à l'étranger que la démocratie n'existe pas !"



J'AI DÉFENDU

- Plus de participation citoyenne et de débat public
- Que les citoyens soient informés sur le RIP sur ADP

J'AI OBTENU/RÉALISÉ

- 9 réunions publiques dont 2 du Grand Débat National
- 4 débats en ligne
- Deux questionnaires pour consulter les Français
- L'intervention d'un élu lors de la remise de la nationalité



@TRAITS-DUNIONCFE



MANDATCOLLECTIF@TRAITS-DUNION.COM.BR

AUTRES ACTIONS



VISITES

J'ai réalisé de **nombreuses visites** auprès des associations, à la **résidence Huguette Fraga**, maison de repos gérée par l'Association Française de Bienfaisance (AFB) à Rio. J'ai participé à la rentrée des classes de l'**école de commerce Skéma de Belo Horizonte**, rencontré les directrices et directeurs des **chambres de commerces France-Brésil**, **alliances françaises** et les acteurs du réseau de coopération culturelle. J'ai participé **aux commémorations nationales des 14 juillet, 11 novembre**, etc.

LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT

En réaction à la **mobilisation #MeToo**, j'ai cherché à **sensibiliser le consulat et la communauté française sur les mécanismes du harcèlement sexuel au travail et dans la vie quotidienne**. J'ai proposé des solutions pour qu'une plus grande attention soit portée aux femmes victimes. **Le harcèlement sexuel est beaucoup plus fréquent qu'on ne le croit**.

DROIT À L'INFORMATION

Dans mes 42 lettres d'information, les dizaines de permanences réalisées et centaines d'emails échangés avec les Français, je me suis attachée à communiquer sur les différents sujets qui touchent les Français de l'étranger : **la CFE, le retour en France, la fiscalité, le droit au compte, l'état civil, leurs droits de façon générale**.

DROITS DES ÉTRANGERS AU BRÉSIL

Avec d'autres élus, je suis intervenue à plusieurs reprises pour alerter sur les dispositions légales au Brésil menaçant les **étrangers résidents**. Nous avons signé une lettre en 2016 sur le « statut de l'étranger » qui entravait la liberté d'expression des étrangers. J'ai aussi suivi en 2017 la nouvelle loi sur les migrations au Brésil (Lei 13.445/2017), en regrettant le **véto sur l'amnistie** des résidents irréguliers.

ÉLUS ÉTRANGERS ET FEMMES MIGRANTES

Je me suis rapprochée des élus consulaires d'autres pays comme celui du **Comité des Italiens de l'étranger** pour partager nos pratiques. J'ai participé à **des rencontres de femmes migrantes à Belo Horizonte** déterminée à défendre le droits des étrangers **indépendamment de la nationalité et de la couleur de peau**.





EMMISSION TV

Janvier 2017 - invitée aux 24h de l'expatriation sur Belo Horizonte dans le cadre de l'émission annuelle organisée par Mondissimo et TV5

ARTICLES

- **Septembre 2019** - Mon article "**Certificats de vie à l'étranger, le mépris de l'administration**", paru dans le journal "Europe Insoumise"
- **Février 2019** - **Ma tribune sur le Grand Débat National** parue dans "Le Petit Journal"
- **Juin 2018** - Compte-rendu de ma réunion avec le **Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères, Maurice Gourdault-Montagne**
- **Janvier 2018** - Compte rendu de **ma première rencontre avec Paula Foteza**, députée des Français d'Amérique Latine et Caribes
- **Septembre 2017** - Article sur le rôle des sénateurs des Français de l'étranger

INTERVIEWS

- **Août 2020** - Interview dans le **Journal de France Inter sur la pandémie** du coronavirus au Brésil (à 7h09)
- **Juillet 2020** - Interview sur la **lettre des 31 élus au Premier Ministre**, pour le site "Les Français à l'étranger"
- **Mai 2020** - Interview "**L'Amérique face à la pandémie**" pour le site "Les Français.press"
- **Mai 2020** - Interview sur le **renouvellement de l'aide ponctuelle**, pour le site "Les Français à l'étranger"
- **Avril 2020** - Interview sur ma pétition lancée pour plus de soutien aux salariés aux entrepreneurs touchés par la **crise**, pour le site "Les Français à l'étranger"
- **Mars 2020** - Interview sur le rôle des élus consulaires et les élections consulaires de 2020 pour le site "Les Français.press"
- **Janvier 2020** - Article sur la **candidature aux élections municipales de Paula Forteza** dans le site "le Petit Journal"

A BIENTÔT AU SEIN DU MANDAT COLLECTIF TRAITS-D'UNION

WWW.TRAITS-DUNION.COM.BR



@TRAITS-DUNIONCFE



MANDATCOLLECTIF@TRAITS-DUNION.COM.BR